

Madame la Directrice Académique,

En cette rentrée « normale », nous voudrions revenir sur la réalité vécue par les personnels ces dernières semaines.

A écouter notre ministre, la rentrée s'est très bien passée et tout est sous contrôle. C'est oublier un peu vite que ce sentiment de rentrée « normale » dans l'opinion publique tient au grand professionnalisme des équipes d'écoles et d'établissements ainsi que des personnels des services déconcentrés. Tous ont vu leur activité largement perturbée en fin d'année scolaire dernière et ont fait des efforts supplémentaires pour que, malgré tout, l'essentiel soit prêt à temps.

Nous constatons aujourd'hui les limites de notre système pyramidal parfois source de perte de temps.

En tout premier lieu : un protocole sanitaire tombé à deux jours de la rentrée et devant s'appliquer partout dans la foulée alors que le ministère avait deux mois pour le communiquer quitte à l'amender quelque peu le cas échéant (ce qu'il n'a d'ailleurs pas manqué de faire depuis fin août, plongeant les équipes dans une incertitude de tous les instants quant à la conduite à tenir). Que de temps et d'énergie perdus au moment de la prérentrée à baliser des zones, des cheminements, à organiser des plans d'occupation des salles, etc. On aurait voulu épuiser les personnels dès le début de l'année qu'on ne s'y serait pas pris autrement !

Ensuite, l'insupportable communication du ministre qui réserve ses annonces aux médias obligeant les personnels à devoir apprendre trop souvent par ce biais des éléments d'organisation qui les concernent pourtant directement. Quel mépris ! Un message reçu sur chaque boîte mail professionnelle avant que les médias soient dans la boucle serait pourtant bien plus respectueux ! Persister ainsi dans l'erreur, mois après mois, est affligeant. C'est la base de la gestion des ressources humaines que de s'adresser en priorité aux agents. Mais développer des réponses en direct à la radio ou à la télévision révèle en réalité que les « petites mains » n'ont jamais leur mot à dire. Les représentants des personnels ne sont pas davantage consultés, mettant à mal le peu de dialogue social qui existe encore.

Par ailleurs, la faisabilité de ce qui est prescrit n'est pas vérifiée : combien d'écoles et d'établissements ont suffisamment de savon, de points d'eau, de gel hydroalcoolique, de serviette en papier pour permettre un fonctionnement normal ? Combien ont bénéficié d'améliorations durant l'été de ce qui fonctionnait mal au printemps (ajout de lavabos ou de toilettes par exemple) ? Les personnels doivent mettre en oeuvre des modalités à la limite du

possible, parfois tout bonnement impossible, sans que quiconque se pose la question du « comment fait-on? ». Et que dire de tous ces efforts mis à mal dès la fin de la classe quand les élèves sont mélangés à la garderie ou quand les familles conduisent leurs enfants avec d'autres à l'aire de jeux juste en face de l'école ! Quelle efficacité des mesures ainsi prises dans la journée ? Tout ceci ne peut que fortement interroger les personnels sur la vigilance de tous les instants qui leur est imposée.

Parlons également de la déshumanisation de l'école qui perturbe tant les personnels que les élèves. Côté élèves, ne pas voir le visage de son enseignant·e n'est pas vraiment propice à créer la relation pédagogique notamment chez les plus jeunes. Ne pas pouvoir se faire comprendre tout le temps à cause du masque est générateur de difficultés pour les personnels.

Au sujet des masques, nous ne pouvons passer sous silence le cafouillage des appréciations sur la qualité du matériel de protection qui nous est fourni. Entre l'ARS de Bretagne qui annonce une insuffisance concernant les masques tissu distribués par l'éducation nationale et le ministère qui tente de rassurer en expliquant que tous les équipements sont conformes, il est difficile de garder sa sérénité. La qualité du travail peut en être affectée.

Alors, il faut prendre conscience que les personnels en ont assez du « bricolage » : des masques plus ou moins fiables, des mesures qui interrogent sur leur utilité, des unités de mesures nouvelles (comme le mètre Blanquer ou la durée d'éviction) qui varient dans le temps. On est à la limite des injonctions paradoxales et nous craignons que nombre de personnels, prenant sans cesse sur eux, ne s'épuisent rapidement. Aggravant encore la situation du remplacement, d'ores et déjà impossible dans un certain nombre d'endroits.

Si nous devions connaître un nouveau confinement, nous osons espérer que l'énorme erreur faite au printemps ne se répéterait pas et que les personnels enseignants bénéficieraient de quelques jours pour organiser leur enseignement à distance sans devoir s'y lancer au pied levé sitôt leur établissement fermé, précipitant nombre d'entre eux dans un stress sans nom ! La confiance aux équipes n'exclut pas la bienveillance active et là, elle a cruellement manqué. Le ministère devra en tirer les enseignements.

Pour conclure, l'engagement dans ce contexte largement perturbé mériterait une reconnaissance particulière qui pourrait se traduire par une prime exceptionnelle distribuée à l'ensemble des personnels ayant été impactés dans leur exercice professionnel quelles que soient leurs fonctions, que ces personnels soient encore en poste ou aient fait valoir leurs droits à la retraite. Ce serait une juste compensation au stress et au bricolage permanent commencé partout au printemps dernier.

Le ministère saura-t-il donner les moyens nécessaires aux Rectorats et aux DSDEN pour permettre l'octroi de cette prime ?

Nous vous demandons, Madame la Directrice Académique, de bien vouloir faire remonter cette demande auprès du Ministre.